

Interventions des représentants de la CFDT lors du débat relatif à l'avis sur les Orientations budgétaires 2022 – Séance plénière du CESER Grand Est du 9 décembre 2021

Les indicateurs qui permettent de fixer le cadre des orientations budgétaires pour l'année 2022 sont ceux qui caractérisent le « bien être » d'une société basée sur la croissance telle que celle-ci était conçue avant que les différentes crises et mutations viennent frapper notre quotidien et hypothéquer notre avenir.

Pour la CFDT il n'est plus possible de construire un budget sans prendre en compte les indicateurs relatifs au « mieux-être » tels que ceux-ci sont repris dans le pacte du pouvoir de vivre que nous défendons avec de nombreuses autres organisations.

La volonté de présenter un budget vert interrogé sous l'angle des enjeux climatiques à venir ne nous semble pas suffire pour prendre en compte les aspirations nouvelles exprimées par l'ensemble des citoyennes et des citoyens, sensibles au respect du bien commun et à la dignité humaine.

Les indicateurs choisis par le Conseil régional sont ceux d'une productivité réinventée sans souci des équilibres sociétaux nécessaires au bien vivre ensemble.

L'ESS est la grande absente alors qu'elle a la capacité d'impliquer chaque citoyenne et chaque citoyen, pour ce qu'elle est, pour ce qu'il est, dans la recherche d'un bien être partagé. Avec la production de biens ou de services en proximité, l'ESS est une actrice économique incontournable dont l'efficacité ne s'exprime pas uniquement en PIB ou en point de croissance. Autre façon d'entreprendre, l'ESS est avec l'économie capitaliste et l'économie publique, indispensable à l'équilibre socio-économique de chaque territoire. Au moment d'écrire les orientations budgétaires il est important de prendre en considération ce pluralisme.

Au-delà de produire pour produire, l'ESS agit au quotidien en faveur de la démocratie, de la création de lien social, de l'innovation et de la création d'emplois. C'est pourquoi la CFDT s'alarme également de l'absence totale des associations, plus généralement des acteurs sociaux dans le document d'orientation budgétaire. La période actuelle qui cumule les crises nous montre, une fois de plus s'il en était besoin, l'importance du lien social, des actions et emplois portés par le secteur associatif au sens le plus large. Comment ne pas retrouver cette thématique dans la politique budgétaire de la région Grand-Est quand l'investissement dans ce secteur apporte dynamisme économique, renforcement du lien social tout en évitant le détournement de fond public par le fait de la mobilisation du secteur non-lucratif.

Comme l'ont démontré les différentes phases de confinement l'ESS et le monde associatif en général sont les mieux placés pour maintenir une activité de proximité en période de crise. Mais pas seulement en période de crise. Il est fort regrettable qu'au moment de fixer les orientations budgétaires pour 2022 le conseil régional du Grand Est l'ait oubliée.

La Cfdt est consciente de l'impact de la transition écologique sur les salariés et notamment ceux de l'industrie. Il faut par le dialogue social dans les entreprises travailler dès aujourd'hui à une cartographie des métiers voués à disparaître et ceux d'avenir. Cela sur nos bassins d'emplois afin de disposer dans les entreprises de plans de transitions professionnelles. La région propose d'avoir une démarche simplement basée sur les compétences pour répondre

aux emplois sous tension. Pour la CFDT, il ne suffit pas de travailler sur les salariés, il est urgent de réfléchir aussi sur l'offre d'emploi, sur l'attractivité des métiers, sur la revalorisation des bas salaires, sur les conditions de travail et d'emploi. Si c'est en premier ressort aux employeurs d'agir, la région Grand Est, en tant qu'acteur économique, peut changer les modalités de sa commande publique en cessant de tirer les prix vers le bas et en y adjoignant des clauses sociales et environnementales, comme le propose le pacte de pouvoir de vivre et agir ainsi sur des emplois de qualité.

De manière globale, la CFDT déplore que certaines informations budgétaires restent parcellaires. Nous nous inquiétons du financement pour près de 50% par la TVA, financement aléatoire comme a pu nous le prouver la crise sanitaire et qui pourrait mettre à mal à terme le financement de projets pour la région Grand Est. Nous redisons également que nous souhaitons avoir le bilan social complet de la Région ce qui encore loin d'être le cas.

Enfin nous notons une contradiction forte, lorsque la région fait le choix d'enlever l'exonération de la taxe d'immatriculation pour les véhicules dits « propres » alors qu'elle parle en préambule et toute au long des orientations budgétaires sa volonté d'un budget tournée vers la transition écologique et la croissance verte.